

Même si le peuple français échappe généralement le pays aux choses de la mort, l'administration impériale doit reconnaître que le voyage du commandant à cette extrémité mérite d'attention et même d'enquête tout au moins la dissolution des draperies et la fete du 14 juillet. Deux événements récents l'escadre volontaire et l'escadre d'évacuation sont pourtant un scandale suprême de l'administration impériale. Le 14 juillet, lorsque l'escadre, commandée par le commandant de l'escadre, le Maréchal, le déplacement demandé du porteur exécutif et législatif ont concouru jusqu'à trois jours au bout de m^e l'heure de toute la France. A chaque fois qu'il se trouva un train officiel c'est arrêté, des flots de population acclament avec une unanimous touchante l'unique représentant de la République. Malgré les insinuations des partis hostiles, M. Gambetta, qui s'est complètement effacé derrière l'ordre du Congrès, n'a nullement éprouvé le chef que la France s'est librement choisie.

La popularité du président de la Chambre des députés n'a pas diminué. L'avenir qu'il a régi à Cherbourg en fait. Un des incidents qui ont signalé son séjour dans la principale ville de la Manche a même eu un grand retentissement.

Dans un banquet offert à la presse par les voyageurs du commerce, M. Gambetta a prononcé un toast qui a excité la susceptibilité d'une jeune allemande considérée comme officieuse, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. En rappelant l'amour passionné qu'il éprouvait pour l'armée, le président de la Chambre l'explique par l'urgente nécessité de conserver intact ce qui reste de la France, et fit appeler « à la justice humaine de l'histoire ». Cette invective toute pacifique fut interprétée comme une réplique à la réaction, et suscita quelques jours après une controverse polémique entre la *Republique* française et la jeune allemande mentionnée plus haut. Le discours prononcé à Montauban par M. de Freycinet, président du conseil, et mis en termes à ces protestations de la presse d'outre-Rhin contre un tout dont le sens avait été dénaturé peut-être à dessus.

M. Coontz, ministre de l'intérieur et des cultes, appelle à Toussaint, dont il est l'élu, par la réunion des conseils généraux, avait déjà fait connaître la politique du gouvernement dans la grave question soulevée par les décrets du 29 mars contre les congrégations non autorisées. Dans ce grand discours du 14 octobre, il a déclaré qu'il devait être excepté les décrets avec l'rigueur que la Société de Jésus, le cabinet se réservait le droit de choisir le moment opportun pour faire respecter la loi par les autres congrégations.

M. de Freycinet a manifesté les mêmes sentiments à Montauban en appuyant sur le vif désir de la France à conserver la paix avec toutes les puissances de l'Europe.

Pendant que les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères, ainsi que leurs collègues des finances et des postes et télégraphes, allaient prendre la présidence de leurs conseils généraux respectifs, le chef de l'Etat se préparait à aller ouvrir la châsse dans son domaine de Mont-sous-Vaudrey. Or, il arrivait le 18 octobre. Il y est encore aujourd'hui ; mais l'on annonce son retour pour mardi ou mercredi, 14 ou 15 novembre.

Ses succès électoraux du 14 viennent de lui renouveler leur confiance au sommet, sauf, à une grande majorité, son frère le général Paul Grizey.

L'élection de M. Gally aux fonctions sénatoriales a nécessité la convocation des électeurs de Mézières. Après un premier tour de scrutin resté infructueux, M. Cormean, républicain, l'a emporté sur M. Riché, bonapartiste, grâce à la retraite de son compétiteur, M. Jacquemot, représentant d'une autre fraction de la gauche.

Mais la République avait déjà remporté une victoire décisive au renouvellement des conseils généraux. La moitié des cantons devait renouveler leur représentation : en y ajoutant les sièges vacants, il failait pourvoir à l'élection de 1,431 conseillers généraux.

Au premier tour, 927 républicains et 374 conservateurs réunissaient la majorité nécessaire : les premiers gagnaient 267 voix et la perdent 16. Le second tour fut favorable à 1,031 républicains. Voici d'ailleurs le résumé de la situation :

	Région.	Cantonales.
Avant le renouvellement.	1469	376
Après le renouvellement.	1558	1038

Ces résultats généraux n'ont guère d'importance que dans le cas où la loi Trénouët sera applicable, et Dieu nous garde d'un pareil malheur ! Mais le renouvellement a dépassé la majorité dans 12 départements. Jusqu'à la République, l'Assemblée dans 33 conseils généraux, et jusqu'à aujourd'hui dans 68 départements par la composition des bureaux.

On attend aujourd'hui une certaine importance aux voix émises par les assemblées départementales. Voici les principaux :

Plus de trente départements se sont prononcés contre le projet de rachat des chemins de fer au profit de l'Etat, projet soutenu par une grande commission de la Chambre des députés, mais déclaré non approuvé par le Gouvernement et condamné par la majorité des chambres de commerce.

L'exécution des décrets du 29 mars a suscité aussi de vives polémiques. Conformément à la loi, le conseil d'Etat a annulé tous les voix émises publiquement sur cette matière. Trois départements ont protesté contre les décrets : ceux des Côtes-du-Nord, de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire.

La Drôme, le Jura, la Haute-Marne, la Haute-Savoie et l'Aude ont réclamé, au contraire, l'exécution des mêmes décrets d'une façon plus ou moins ouverte.

Plusieurs conseils ont demandé que l'accès des écoles du gouvernement soit fermé aux candidats qui n'auraient pas obtenu un certificat d'études dans un établissement universitaire.

Tous ces voix ont été adoptées au cours de l'arbitrage international, de l'instruction obligatoire et laïque. Un départément a réclamé la suppression du budget des cultes et l'incompatibilité de la magistrature.

C'est le 31 octobre que devait s'opérer la dissolution des embassies étrangères par les Sénateurs. Lors formelle a été maintenue sans protestation, sauf à Marseille et à Juif. Les plupart des institutions secondaires congréganistes ont été scolarisées et placées sous la direction de sociétés civiles ou de sociétés anonymes. Des prêtres ou des congréganistes relégués de leurs voies y donneront l'enseignement. Si ne sait encore quelle attitude prendra le Gouvernement en face de cette nouvelle situation.

Cependant un fait important s'est produit. Les chefs des congrégations franciscaines par les décrets ont signé une déclaration dans

laquelle ils protestent de « leur respect et de leur soumission à l'égard des institutions ecclésielles du pays ». D'autre part, le *Toussaint* annonce que seules et une congrégation ont adressé au ministère une demande d'autorisation. La presse conservatrice ne démonte pas le premier fait, qui est constant, quoique la déclaration ne doive être remise à M. de Freycinet qu'à son retour à Paris. C'est un signe d'apaisement qui sera accueilli avec une grande satisfaction.

L'inauguration des statues de deux hommes illustres a été célébrée solennellement dans deux villes de province : à Béziers, c'était Louis Papus, l'inventeur de la vapeur, dont la gloire a eu pour héritier M. de Lapeyre ; à Clermont, M. Bardeux a fait l'éloge de Blaise Pascal, l'auteur des *Provinciales* et des *Peines*, savant doublé d'un philosophe et d'un prosateur de premier ordre.

De Pascal à l'Académie française il n'y a qu'un pas. Franchissement pour mentionner le succès de M. Victorien Sardou dans le rapport sur les peix de vert. Le bœuf de la séance n'a pas été célébré dans l'autour de *Patrie* et de *République* : cet honneur était réservé à un Érigeon de ce qu'on appela jadis la Nouvelle-France, qui s'appelle aujourd'hui l'Amérique britannique, à M. Fréchette, poète canadien. C'est le premier écrivain étranger couronné dans le palais de l'Institut ; mais est-ce bien un étranger ? Paris a adopté pour jour l'un de ces vaillants représentants de l'idée française dans le Nouveau-Monde.

Un autre événement littéraire dont les conséquences peuvent être immenses est l'adoption du nouveau programme d'études secondaires.

Le discours latin et le vers latin ont vécu. M. J. Ferry a promu leur réapparition dans la distribution des prix du concours général. Désormais les professeurs devront s'attacher à instruire leurs élèves par les exemples et non par les règles grammaticales ; l'assignement par les faits remplace l'enseignement doctrinal des langues.

Dans l'ordre judiciaire, nous relevons plusieurs condamnations prononcées contre des journaux érotiques, qui pouvoient commettre des champignons vénitiens depuis le succès obtenu par le *Gis-Bles*. Le directeur de cette feuille a payé ses bénéfices de mauvais aloi par la perte de ses droits civils et politiques, quoi qu'il fût mal et consciencieux.

Le ministre de la marine, après avoir fait les honneurs de Cherbourg au Président de la République, a été chargé de l'impérial du ministère des affaires étrangères. En cette qualité il a reçu les ambassadeurs étrangers en l'absence de M. de Freycinet. M. Challe-mel-Lacour, ambassadeur à Londres, a eu une entrevue avec lui il y a peu de jours. Enfin l'amban, qui a été nommé par décret dans la première partie du cadre d'activité, a récemment donné des instructions au contre-amiral Lefebvre, parti avant-hier (8 septembre) de Toulon pour Bagdad avec une division navale composée du *Suffren*, du *Friedland* et du *Cossard*. C'est le contingent de la France dans la hôte européenne qui doit forcer la Turquie à exécuter le traité de Berlin.

Politique étrangère. — Les grandes puissances, après avoir visé, voilà à la porte du royaume Bulgarie aux Monts-en-Argonne, se sont toutes engagées dans la guerre d'indépendance bulgare, ayant pour but de détrôner le Sultan à observer le traité de Berlin. Jusqu'à présent la Turquie a cherché des échappatoires. Elle joue gros jeu ; mais elle compe sur la mésintelligence des Etats européens. Peut-être n'a-t-elle pas tort.

L'Angleterre, qui renonce à l'Afghanistan, est l'île britannique. Une de ses armées, celle du général Bulwer, a perdu 800 hommes à Kotschi-I-Nakoti. Le vainqueur, chef de l'Etat, Ayoub-Khan, a tenu assiégé une autre colonie anglaise à Candahar. La persévérance britannique a obtenu cependant un nouveau triomphe. Malgr^e une sorte malheureuse pour les assiégés, Ayoub-Khan a levé le blocus de Candahar, et ses troupes ont été dispersées par une armée anglaise de secours commandée par le général Roberts.

En Irlande, l'agitation agraire a recommencé ; les crimes contre la propriété et les propriétaires se succèdent. Des envies de troupes ont été ordonnées ; mais le pays est en proie à une immense agitation depuis que la Chambre des Lords a rejeté un bill tendant à indemniser les fermiers évacués. Ce refus a provoqué une vaste émeute sortie de M. Forster, membre du cabinet, contre la chambre aristocratique.

L'Ancigterre est inquiète : une tribu indigène s'agitte au Cap. La politique russe de M. Gladstone a provoqué un bondissement d'aliénation qui préoccupe l'opinion.

Tandis que la Russie a été mise au courant de la 3^e section (qui a participé au ministère de l'intérieur), confié à son Louis Moïseff, ancien président de la commission suprême qui ukase vient de relever de ses fonctions dictatoires, l'Autriche-Hongrie se rapproche de l'Allemagne. Son empereur flotte les Polonais par un voyage en Galice, et la presse viennoise excite l'Italie à se rapprocher de l'Allemagne. La question tunisienne a été un front chaud entre la France et l'Italie, où un certain parti se préterait même à une guerre contre les libérateurs de la péninsule.

Le horizon politique est donc bien sombre ; mais nous avons vu le ciel couvert de nuages se rassurer après de plus vives alarmes.

Se révèle le Profrésorat entre MM. de Bismarck et le baron de Haymerle. L'Assemblée est considérée par quelques-uns comme ayant eu pour résultat une alliance offensive et défensive austro-allemande, d'autres prétendent qu'il s'agit seulement d'un traité de commerce. On peut affirmer qu'une chose : c'est que l'Europe est partagée en deux groupes, l'un hostile, l'autre plus favorable à la Turquie. Dans le premier figurent la Russie et l'Angleterre, dans le second l'Allemagne et l'Autriche. La France se rattache au premier et l'Italie au second de ces groupes.

L'empereur de Tunis à la France a été bien accueilli par la presse, intrinsèquement excepté. L'Angleterre et l'Allemagne, par l'organe de leurs principaux journaux, manifestent une très vive sympathie pour l'œuvre civilisatrice de la France en Océanie. ***

LES ANNEXIONS FRANÇAISES.

Sous ce titre, on lit dans le *Courrier des Etats-Unis* :

« Nous avons rapporté il y a quelques jours l'annexion définitive des îles de la Société à la République française, le *Herald*, de son côté, prétile à ce sujet un long article où il fait justice de cette rédite généralement acceptée comme un axiome, que les Français ne sont pas un peuple propre à la colonisation. Cet article mérite d'être re-

présent, c'est un coin du vaste soulevé sur un phénomène historique et géopolitique interprété, et que personne, que nous sachions, n'a encore entrepris d'expliquer. Voici la traduction de ce remarquable article :

« C'est peut-être le plus curieux de la philosophie politique courante que la France soit en guerre contre l'Angleterre pour qu'il établisse le génie de la colonisation. Plus précisément, il est considéré presque comme une imposture d'insister sur la prétendue absence totale comme Francis Parkman et John Fiske ont fait ressortir avec un relief pittoresque la folie des révoltes coloniales antérieures de la France au Canada et en Louisiane, et ils en sont déduit... que l'Angleterre, l'égoïste des Guerres pour la colonisation, a dirigé la guerre contre l'Amérique, sans être la cause de celle-ci. C'est la partie de la guerre qui a privé la France de la plus belle et la plus vaste du continent américain, et c'est aussi la partie de la guerre qui l'a empêchée de prendre dans l'Inde les plages de la compagnie John. D'autre part, les puissances absurdes de l'administration coloniale au Canada devaient être attirées au régime pastoral renversé en 1799, et à quelque vaste original de la race galloise. Les Français ont beaucoup trop étudié l'agriculture dans leur colonisation, et ont négligé la tropique coloniale de la part de la France pendant si siècle précis pendant en partie du vaste fil parmi les agriculteurs les plus actifs de ce pays, par les guerres de première empire, ou par le morcellement du sol de la France en millions de petites propriétés, qui ont satisfait jusqu'à présent à tous les besoins des paysans indiens. »

« Mais, lorsque, au cours d'un vaste périple de près de trois-quarts de siècle depuis la fin des guerres napoleoniennes, la France se tourne vers le nouveau, malgré ses ressources incroyables de 1878-81. Sa population a doublé, et la limite de l'agriculture profitable dans le pays est presque atteinte. En ces circonstances, il n'est pas surprenant que ses hommes d'Etat et ses économistes cherchent inutilement des débouchés pour l'industrie française, et se tournent vers le Sud jusqu'au grand désert à travers lui, et vers l'Est vers la régence concorde de la Tunisie. La Cochinchine et le Tonkin sont maintenant les objets d'un redoublement de vigilance, et nous devons nous attendre à apprendre avant peu que l'amiral Dupré a stabilisé la base d'un Inde en mini-tour sur les confins sud de la Chine. Aujourd'hui la réume que la France, après avoir acheté des îles danoises des Antilles, Saint-Thomès, Sainte-Croix et Saint-Jean, a également acheté les îles de l'archipel des Maldives, et que l'Etat-Unis s'efforcent d'acheter ces îles en 1867 et a sans cesse relâché du marché, huit ans sans arrêt préparé à toute prestige en certaines îles. Il est trop tard pour discuter si notre marquis de la Motte 1868 a été une clé dans cette grande entreprise coloniale. »

« Le résultat du développement authentique de l'entreprise coloniale française est la transformation de nos provinces, des langues, échelles sur Tahiti et les îles de la Société, en sensation pure et simple. Le 29 [sic] dernier, ainsi que la golette Cesco en a rapporté la nouvelle à Saint-François, le Commandant en chef français à Tahiti a réuni sa résidence les officiers de la station et les notables de la ville, et leur a annoncé l'admission de rottalienne Pomare V, et la signature par tous les chefs de l'assemblée de la Société d'une déclaration de soumission à la République française. Le 1er octobre a été salué au port de Papeete l'arrivée de deux navires de la marine française, et les deux corvettes des princesses de Tahiti portant qu'il s'assoufflent pour écouter la proclamation qui les transforme en citoyens de la grande République européenne. Les bons souhaits du monde civilisé accompagnent la France dans l'inauguration officielle de son pouvoir dans le Pacifique. »

* Le Herald aurait pu ajouter, comme preuve de l'aptitude des Français à coloniser, que pourtant qui les opte être étudiés, ils ont laissé dans les mœurs et dans les coûts des populations une empreinte ineffaçable. En Louisiane, au Canada, les descendants des Français d'il y a une siècle sont restés Français. Et il en est ainsi partout où a flotté le drapeau de la France. Il n'y a pas jusqu'aux Français perdus sur un îlot de l'Océan Indien, ou de l'Asie, que les Anglais ont appelée Mauritius, qui ne soient obstinément restés aussi Français qu'ils l'étaient quand ils sont devenus colonie britannique. »

CONSEIL COLONIAL.

Séance du 27 septembre 1880 (9 h. du matin).

PRÉSIDENCE DE M. VIENOT.

M. le président déclare la séance ouverte.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur le projet de constitutions administrative de la colonie.

Les articles 23 et 26 du projet sont adoptés sans discussion. Sur l'article 27, M. Vienot demande si le vote de cet article, tel qu'il est, doit avoir pour effet la modification ou la suppression des conseils de district scellièrement existants.

M. Benet répond que cet article n'attaque ni ne crée ces conseils, et que l'organisation des municipalités doit être l'objet d'un acte distinct.

M. Vienot fait remarquer qu'il votait, au contraire, que cet article fut conçu de manière à réservé ces conseils.

M. Goupil dit qu'il adoptera l'article, tel qu'il est, ne préjuge rien quant aux municipalités telles qu'elles existent, et qu'il ne voit aucun inconvénient à l'adopter dans sa forme.

M. le président propose d'adopter l'article, sous à s'assurer, dans la constitution des municipalités, de la question de leur composition et de leurs attributions.

M. Vienot dit qu'il adoptera l'article, mais sous les réserves qu'il vient d'indiquer.

L'article 27, mis aux voix, est adopté sans modification.

Sur l'article 28, M. Pourrat exprime le vœu que la législation spéciale en ce qui concerne les taxes et les charges soit établie pour le profit personnel des familles des chefs ; on en avait constaté un dommage qui ne devait pas servir de famille. Plusieurs des chefs-sous-traitants ne le sent plus aujourd'hui ; la jalousie de ces dommages appartient à ceux qui les ont remplis ; et les familles évincées souffrent de l'instinct de cette instabilité qui devrait ou entraîner les protestations.

M. Bourgoin fait observer que ces taxes ne sont pas la propriété des familles des chefs ; que certaines d'entre elles sont des taxes municipales, politiques, mais qu'il y aurait lieu, en effet, de faire droit aux revendications dont M. Pourrat est l'organe.

L'article 28 est adopté à l'unanimité sans autres observations, et après lui les articles 29 et 30.

Sur l'article 31 et sur l'article 32 qui précède à l'interpellation publique, M. Vienot dit que les dispositions de cet article ne sont pas conformes avec la législation de l'époque ; que l'interpellation publique est libre, et que l'autorité administrative ne peut se réservé le droit d'autoriser ou de prohiber.

Plusieurs membres expriment l'avis que l'examen de cet article soit réservé jusqu'à plus amples informations, M. le président en déclare la discussion suspendue.

Les articles 42 et 43 du projet sont adoptés à l'unanimité et sans discussion. Lecture fait de l'article 44 relatif à la presse. M. Vienot en demande la suppression et l'application pure et simple des lois de la métropole.

M. Benet dit que les restrictions posées par cet article visaient une situation politique qui n'existe plus et propose de l'élancer comme suit l'article 44 : « Le gouverneur veille à l'exécution des lois, décrets et règlements et veille à ce que la liberté de la presse soit dans le régime de la presse. »

Cette rédaction est adoptée.

Une discussion s'établit sur la rédaction du paragraphe 2 de l'article 45.

Le président fait remarquer que cette rédaction est défectueuse, en ce sens que les officiers de santé diplômés sont des médecins dont le rayon d'action est limité ; que cette appellation pure et simple non pas dans son sens technique, mais dans un sens plus général, semblerait désigner aussi les docteurs en médecine, et que l'application de cette loi au service, lorsque ceux qui seraient autorisés à l'autorisation priviliale d'obtenir sous ce titre une officine au service pourraient de la liberté la plus entière, quant à l'exercice de la médecine et de la pharmacie, même sans titre.

M. Benet répond que l'article en discussion n'a entendu viser que les médecins et pharmaciens non diplômés et régis dans la colonie. Il admet que la rédaction de l'article 45 a été à l'équerre et présente la suivante :

« Veulent ou feront, dans la colonie, l'exercice de la médecine et de la pharmacie, lorsqu'ils ont satisfait aux conditions prescrites pour cet objet par les serments et règlements en vigueur. »

Cette rédaction était approuvée par le conseil, l'article 45 est adopté à l'unanimité, sans réserves ou défections.

Art. 35. Le Gouverneur va faire rendre compte de la situation des diverses caisses publiques dépendant du service Local, et enlèver toutes vérifications extradiplomatiques qu'il juge nécessaires.

Art. 36. Le Gouverneur arrête chaque année, pour être transmis au ministre de la marine et des colonies :

1^e le budget annuel des dépenses et des dépenses du service Local, établi selon les formes prescrites par les réglements financiers ;

2^e le compte principal des travaux exercés dans le cours de l'exercice, conformément au plan de campagne ;

3^e Les comptes d'application en matière et main d'œuvre, ainsi que les inventaires généraux des services du matériel ;

4^e Les comptes des receveurs, garde-magasins, et généralement de tout dépôt ou dépôt temporaire, et de tout dépôt permanent ou local.

Art. 37. Le conseil des conseils municipaux, prononce leur suspension et même leur réquisition, ou non fin à leur session lorsqu'il le juge utile à l'ordre public, à la charge d'en rendre compte au ministre de la marine et des colonies.

Il peut, en cas de révolte, les empêcher par des commissions municipales.

Art. 38. Il approuve et rend exécutoires les budgets des recettes et des dépenses municipales, ainsi que les projets de travaux à la charge des dépenses.

§ 3. Il arrête les comptes administratifs d'emploi des ressources communales et ceux de tous les receveurs et comptables de denrées ou de valeurs appartenant aux communes ou centres de population dont l'administration communale.

§ 4. Il approuve et rend exécutoires les marchés passés par les administrations municipales pour fournitures ou entreprises de travaux à la charge de la commune.

Art. 38. Il statue sur les propositions des administrations communales ayant pour sujet des allumettes, acquisitions ou échanges d'immobilés ou de routes sur l'Etat ou la particularité, ainsi que sur les demandes ou projets d'emprunts ou autres obligations, destinées à l'entretenir ou à l'agrandir, elles soient faites concernant et publiées.

§ 2. Il a la force de procéder à des ventes d'immobilés ou autres propriétés exceptionnelles ou provisoires, ainsi que les compagnies de mer, dans la limite et selon les formes déterminées par les lois, régulations et décrets sur la marine.

§ 3. Il réglemente la pêche fluviale et détermine les limites dans lesquelles elle peut être régulièrement exercée.

Art. 39. Le Gouverneur déclenche, gèle, ou libère, l'exportation des grains, légumes, bestiaux et autres objets de subsistance, et prend, en cas de nécessité, toutes mesures pour empêcher l'introduction et le commerce avec les îles, ou d'autres îles ou territoires étrangers ou étrangères ou provisoires, ainsi que les compagnies de mer, dans la limite et selon les formes déterminées par les lois, régulations et décrets sur la marine.

§ 2. Le Gouverneur statue quel est son matière lorsqu'il agit en vertu d'ordres expédiés du département.

Art. 41. [Brouillon.]

Art. 42. Le Gouverneur assure le libre exercice et la police extérieure des colonies.

§ 2. Il tient la main à ce qu'aucune confraternité ou communauté religieuse ne s'établie dans les établissements français et les îles du Protectorat, sans l'autorisation spéciale du Chef de l'Etat.

§ 3. Aucun brouf acte de la cour de Rome, à l'exception de ceux de nécessité, ne peut être reçu ni publié dans les établissements français et les îles du Protectorat qu'avant l'autorisation du Gouverneur, donnée d'après les ordres du gouvernement métropolitain.

§ 4. Il empêche l'importation de marchandises ou de denrées, ou d'objets de toute nature, dans les îles, ou dans les îles et îlots des établissements français ou aux îles du Protectorat, sans conditions ou restrictions, quand ils ne soient liés à aucune réglementation. Il rend compte au Ministre de la marine et des colonies.

§ 2. Il empêche également l'acceptation du gouvernement métropolitain des îles et îlots aux établissements français, ou aux îles du Protectorat qui contiennent des clauses contraires ou dénaturées liées à ces régulations.

§ 3. Il empêche l'importation d'objets de toute nature, ou de denrées, dans les îles, ou dans les îles et îlots des établissements français ou aux îles du Protectorat, sans conditions ou restrictions, quand ils ne soient liés à aucune réglementation. Il rend compte au Ministre de la marine et des colonies.

Art. 43. Le Gouverneur veille à l'exécution des lois, décrets et règlements en vigueur dans la métropole, sur le régime de la presse.

Art. 45. Le Gouverneur édicte les mesures générales relatives à la police sanitaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements français des îles du Protectorat.

§ 2. Il veille à l'exécution des décisions de la commission de santé nommée par lui, en ce qui concerne l'établissement, la levée et la durée des quarantaines et des cordons sanitaires, les emplacements des lazarettes et autres lieux d'isolement.

§ 3. Il examine les personnes non diplômées qui viennent se fixer dans la colonie, et l'exerce de sa médecine et de la pharmacie, lorsque celles-ci sont satisfaites aux conditions prescrites pour cet objet par les arrêts et règlements en vigueur.

La séance est levée à 10 heures et renvoyée au même jour à 2 heures.

Par suite de l'absence de quelques membres, la séance n'est reprise qu'à 3 heures et demie.

M. J. Labarre est absent.

M. le président fait connaître au conseil qu'il est assis par M. le Directeur de l'Institut d'asile demandé relative à l'opportunité de certains travaux destinés à relâcher la communication avec le côté ouest de l'île par le point de Peau-sauve, et demande l'urgence.

Le conseil déclare qu'il est assis par M. le Directeur d'asile.

Le conseil déclare qu'il est assis par M. le Directeur de l'Institut pour transmission du dossier misé aux travaux dont il s'agit, daté du 27 septembre ; 2^e d'une lettre de M. le Directeur des ponts et chaussées du 27 septembre, faisant constater qu'en présence des bateaux qu'entreprend l'exécution de ces travaux

(Séminaire, p. 243-244.)

